

Aperçu
Orientations stratégiques et scénarios indicatifs de prêt
au titre du FAD-12

Document de travail

12^{ème} Reconstitution des Ressources du FAD
Février 2010
Le Cap, Afrique du Sud



FONDS AFRICAIN DE DÉVELOPPEMENT

Résumé analytique

Les consultations relatives au FAD-12 interviennent à un moment déterminant. À quelque 5 années à peine de 2015, date limite pour l'atteinte des objectifs du Millénaire pour le développement (OMD), l'Afrique est le continent qui enregistre les déficits les plus importants en matière de financement du développement, bien qu'elle ait accompli des avancées au cours de la dernière décennie. La crise économique et financière mondiale de 2008-09 a mis à rude épreuve tant les bailleurs de fonds que les pays FAD, qui s'efforcent d'utiliser au mieux les maigres ressources disponibles, face à des demandes accrues et concurrentielles. La demande de financement à moyen et à long terme des pays FAD est induite par la nécessité pour ceux-ci de rétablir la croissance économique aux niveaux antérieurs à la crise, ainsi que par leur détermination à atteindre les OMD, combler les importants déficits dans le domaine de l'infrastructure, assurer l'intégration régionale et investir dans l'adaptation aux changements climatiques et l'atténuation de leurs effets.

Le Fonds a réagi avec souplesse, diligence et efficacité aux défis qui ont surgi au cours du cycle du FAD-11, mettant ainsi en exergue son rôle important non seulement d'institution de financement du développement de l'Afrique, mais également d'institution de mobilisation et de porte-parole des pays africains à faible revenu. La période du FAD-11 a également mis en évidence les progrès importants accomplis par le Fonds en vue d'améliorer sa capacité d'intervention et son efficacité institutionnelle, et de mettre davantage l'accent sur la qualité et les résultats en termes de développement. Par ailleurs, les résultats obtenus au titre du FAD-11, tels qu'observés dans le cadre de la RMP du FAD-11, témoignent clairement des réalisations et de l'engagement des pays FAD eux-mêmes, même en ces temps difficiles.

Comme convenu avec les Plénipotentiaires et selon les besoins du continent et les avantages comparatifs du FAD, au titre du FAD-12, le Fonds approfondira son rôle stratégique et consolidera ses opérations dans les domaines prioritaires de l'infrastructure, de la gouvernance, de l'intégration régionale et des États fragiles. Dans le secteur de l'infrastructure, il entend accroître ses investissements (en particulier dans l'infrastructure rurale et la gestion de l'eau à des fins agricoles à l'effet d'améliorer la sécurité alimentaire), augmenter la taille des projets et accorder la priorité aux projets qui sont de nature à promouvoir l'intégration régionale. L'une des principales innovations au titre du FAD-12 consistera à intégrer les changements climatiques dans toutes les nouvelles opérations d'infrastructure et à examiner tous les projets à l'aune des risques climatiques. En ce qui concerne la gouvernance, le Fonds s'emploiera essentiellement à renforcer les capacités des systèmes et institutions de gouvernance de base dans le domaine de la gestion économique et financière aux niveaux sectoriel, national et régional, en accordant une attention particulière à la création d'un cadre propice pour le secteur privé. Il mettra à profit ses résultats en matière d'intégration régionale, intervenant davantage dans les domaines de l'infrastructure régionale, des biens publics régionaux et du renforcement des capacités. En outre, le Fonds intégrera les questions transversales – en particulier le développement du secteur privé, les changements climatiques, la sécurité alimentaire, la problématique homme-femme, ainsi que les secteurs sociaux – dans toutes ses opérations, de manière novatrice et plus délibérée. Quelques améliorations sélectives proposées dans certains de ces domaines sont présentées dans les documents de travail du FAD-12.

La demande des pays membres régionaux pour les ressources FAD et la capacité accrue du Fonds à apporter le soutien nécessaire se reflètent dans la réserve prospective de projets du FAD-12, qui compte 336 projets nationaux et multinationaux et dont le montant est estimé à 12,35 milliards d'UC. Cette réserve de projets porte essentiellement sur les principaux domaines d'intervention du Fonds qui reflètent les priorités nationales. Les projets proposés complètent les activités des autres bailleurs de fonds, sont axés sur les résultats et mettent en exergue l'orientation stratégique, les forces et les avantages comparatifs du Groupe de la Banque. Les trois scénarios de reconstitution suivants sont présentés aux plénipotentiaires pour examen : un scénario de référence qui repose sur l'hypothèse d'un niveau de reconstitution des ressources au titre du FAD-12 égal à celui du FAD-11, en termes réels ; un deuxième scénario qui suppose une augmentation de 50 pour cent par rapport au niveau du FAD-11 ; et un troisième scénario qui suppose une augmentation de 70 pour cent par rapport au niveau du FAD-11.

Les Plénipotentiaires sont invités à partager leurs points de vue sur le présent document et à donner des orientations concernant les propositions de la Direction. En particulier :

- les Plénipotentiaires partagent-ils les orientations stratégiques générales telles que proposées, y compris les ajustements stratégiques, qui sont présentés de manière

circonscrite dans les documents de travail du FAD-12 sur les opérations régionales, les États fragiles et les OAR ?

- les Plénipotentiaires approuvent-ils la proposition de mettre l'accent sur les initiatives liées aux changements climatiques dans le cadre des opérations du FAD-12 ?
- que pensent les Plénipotentiaires des scénarios de prêt, à la lumière de la demande accrue des pays FAD pour les ressources du Fonds ?

La Direction prend la pleine mesure des efforts exceptionnels requis de tous, notamment de la part des bailleurs de fonds, des partenaires et du Groupe de la Banque lui-même, afin d'aider le Fonds à continuer d'apporter un soutien accru à ses pays membres régionaux, et l'Afrique à tirer pleinement parti de ses potentialités.

Table des matières

Abréviations et sigles	iv
1. Introduction	1
2. Besoins de financement et capacités d'absorption des pays FAD	2
3. Rôle du FAD et priorités stratégiques au titre du FAD-12	4
<i>Consolidation des priorités existantes : infrastructure, gouvernance, intégration régionale et États fragiles</i>	<i>5</i>
<i>Questions transversales.....</i>	<i>9</i>
4. Réserve prospective de projets du FAD-12	12
5. Scénarios indicatifs de prêt	15
6. Conclusion.....	16

Tableaux

Tableau 1 : Cadre de financement pour les scénarios indicatifs de prêt du FAD-12	15
--	----

Graphiques

Graphique 1 : Volume total de l'aide publique au développement et financement du Fonds africain de développement par secteur.....	5
Graphique 2: Réserve totale de projets du FAD-11* et du FAD-12**	13
Graphique 3: Ventilation de la réserve du FAD-11 et de la réserve future du FAD-12 par secteur, apurement des arriérés non compris	13
Graphique 4: Réserve de projets multinationaux au titre du FAD-11* et du FAD-12**	14

Abréviations et sigles

BAD	Banque africaine de développement
DSRP	Document de stratégie pour la réduction de la pauvreté
FAD	Fonds africain de développement
FAD-10	Dixième reconstitution générale des ressources du Fonds africain de développement
FAD-11	Onzième reconstitution générale des ressources du Fonds africain de développement
FAD-12	Douzième reconstitution générale des ressources du Fonds africain de développement
NEPAD	Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique
OAR	Opérations à l'appui de réformes
OCDE	Organisation de coopération et de développement économiques
OMD	Objectifs du Millénaire pour le développement
PAG	Plan d'action pour la gouvernance
SND	Stratégie nationale de développement
UC	Unité de compte

APERÇU : ORIENTATIONS STRATEGIQUES ET SCENARIOS INDICATIFS DE PRET AU TITRE DU FAD-12

1. Introduction

- 1.1 Les consultations sur la Douzième reconstitution générale des ressources du Fonds africain de développement (FAD-12) interviennent à un moment déterminant. À quelque 5 années à peine de 2015, date limite pour l'atteinte des objectifs du Millénaire pour le développement (OMD), l'Afrique enregistre encore les déficits de financement les plus importants parmi les continents. Ces déficits – et les échéances qui se rapprochent – compromettent les chances pour l'Afrique de réaliser des avancées à court terme et de mettre pleinement à profit ses potentialités.
- 1.2 Des événements exceptionnels ont marqué la période de la Onzième reconstitution générale des ressources du Fonds africain de développement (FAD-11). La crise économique et financière mondiale de 2008-09 a mis à rude épreuve tant les bailleurs de fonds que les pays FAD, qui s'efforcent d'utiliser au mieux les maigres ressources disponibles qui ne permettront de faire face à des demandes accrues. Dans les pays FAD, la crise a ralenti considérablement la croissance du produit intérieur brut, qui est passée de 6,5 pour cent en 2008 à quelque 3,2 pour cent en 2009¹. Ainsi, ces pays s'évertuent, plus que jamais, à équilibrer leurs budgets et à mobiliser l'important financement dont ils ont besoin pour faire reculer la pauvreté et recouvrer leurs niveaux de croissance antérieurs à la crise. Dans le même temps, ils auront besoin de ressources supplémentaires pour s'adapter aux effets des changements climatiques qui devraient frapper davantage les pays à faible revenu. Les bailleurs de fonds doivent satisfaire également de nombreuses demandes tant intérieures qu'extérieures, ce qui passe nécessairement par de nombreuses reconstitutions et augmentations de capital pour les institutions financières internationales.
- 1.3 Sur cette toile de fond, le Fonds africain de développement (le FAD ou le Fonds), entame les consultations au titre du FAD-12 en meilleure position que jamais pour apporter une assistance de qualité aux pays africains à faible revenu. La mise en œuvre du FAD-11 à ce jour, qui a été documentée et passée en revue au cours de la récente Revue à mi-parcours, confirme l'orientation renouvelée du Fonds et l'amélioration de sa capacité d'intervention, ainsi que son aptitude à répondre avec souplesse et diligence aux nouvelles exigences et situations. À fin décembre 2009, c'est-à-dire 2 années à peine après le début du cycle du FAD-11, 86 pour cent des ressources disponibles au titre du FAD-11 avaient été engagés. En outre, les décaissements annuels ont atteint 935 millions d'UC en 2009, soit le double du montant pour la période correspondante au titre de la Dixième reconstitution générale des ressources du Fonds africain de développement (FAD-10). Le niveau élevé de la demande et l'augmentation rapide des engagements s'expliquent tant par les besoins de financement élevés du continent dans les domaines d'orientation stratégiques du FAD que par l'amélioration de la performance du Fonds. La décentralisation auprès de 25 pays a rapproché le FAD de ses clients et lui a permis de recouvrer son rôle de chef de file, le Groupe de la Banque africaine de développement (BAD ou la Banque) jouant un rôle de catalyseur en tant que porte-parole de l'Afrique auprès du G-20 et dans les autres fora internationaux. Ces progrès et la sélectivité stratégique du Fonds se sont traduits par l'amélioration de la qualité à l'entrée, le renforcement de l'accent mis sur les résultats dans le cadre de ses opérations et un meilleur alignement du Fonds sur les priorités des pays bénéficiaires.²

¹ Selon les estimations de la Banque, le produit intérieur brut de l'Afrique subsaharienne toute entière baissera, passant de 5,3 pour cent en 2008 à 1,1 pour cent en 2009. Ainsi, bien que les pays FAD aient pâti des crises, le maintien d'un produit intérieur brut de 3,2 pour cent témoigne de leur résistance relative et de leur capacité à gérer leur économie.

² Voir *Managing for Development Results*. 2008. *Multilateral Development Banks' Common Performance Assessment System (COMPAS) 2008 Report*; *Multilateral Organizations Performance Assessment Network (MOPAN)*. 2009 et 2007. *MOPAN Common Approach: African development Bank 2009*, and *The Annual MOPAN Survey 2007; Donor Perceptions of Multilateral Partnership Behaviour at Country Level*.

- 1.4 Ces réalisations et la confiance dans la capacité croissante du FAD à obtenir des résultats ont amené les Plénipotentiaires à réaffirmer, au cours de la Revue à mi-parcours du FAD-11, leur ferme soutien au maintien du rôle du Fonds en tant qu'institution stratégique africaine. Les Plénipotentiaires ont convenu d'entamer tôt les consultations au titre du FAD-12 et adhéré à l'idée de consolider et d'approfondir les priorités stratégiques actuelles au cours du cycle du FAD-12, tout en exhortant le Fonds à faire preuve d'innovation et à continuer de renforcer ses capacités institutionnelles. La Direction s'est engagée à élaborer un plan d'action afin de susciter l'examen d'un certain nombre de questions clés d'ici à la mi-2010 et s'est employée à mettre en œuvre résolument les mesures résiduelles de son programme de réformes institutionnelles.
- 1.5 En un mot, le financement accru et immédiat à court terme dont les pays africains à faible revenu ont besoin pour atteindre les OMD et la capacité avérée du Fonds à apporter un volume croissant d'aide d'excellente qualité amènent le FAD à inviter les bailleurs de fonds à faire preuve de solidarité au cours de la période du FAD-12. Cette solidarité est essentielle pour permettre au FAD de continuer de jouer son rôle de transformation en aidant l'Afrique à mettre à profit ses potentialités.
- 1.6 La réunion du Cap sur le FAD-12 comporte quatre objectifs, à savoir : i) examiner les priorités stratégiques et un cadre stratégique général pour le FAD-12, y compris les ajustements que pourraient nécessiter les cadres proposés pour les opérations régionales, les États fragiles et les opérations à l'appui de réformes (OAR) ; ii) examiner les fondements du cadre financier du FAD-12 ; iii) présenter la requête indicative concernant les ressources du FAD pour la période 2011-13 ; et iv) commencer à examiner les différents scénarios de programme de prêts et le montant des ressources nécessaires au titre du FAD-12. Comme convenu à Helsinki, les questions de capacités, d'efficacité et de résultats, qui sont au cœur des discussions relatives à la reconstitution des ressources, seront examinées au cours de la réunion prévue au mois de mai.
- 1.7 Ce document présente un aperçu de l'orientation stratégique et des priorités opérationnelles qui sous-tendent l'intervention du Fonds dans 40 pays africains à faible revenu au cours de la période du FAD-12. Suite à la présente introduction, la Section 2 du document traite brièvement des besoins de financement et de la capacité d'absorption des pays FAD. La Section 3 décrit le rôle du Fonds et ses priorités stratégiques pour la période du FAD-12 et résume les principaux ajustements du cadre stratégique proposés par la Direction pour les OAR, les opérations régionales et les États fragiles. La ventilation par secteur de la réserve prospective de projets du FAD-12 figure à la Section 4, tandis que la Section 5 présente les différents scénarios de programme de prêts. Enfin, la Section 6 présente les conclusions du document.

2. Besoins de financement et capacités d'absorption des pays FAD

- 2.1 La demande de financement à moyen et long terme des pays FAD est induite par la détermination de ces pays à atteindre les OMD, combler les importants déficits dans le domaine de l'infrastructure, assurer l'intégration régionale et investir dans l'adaptation aux changements climatiques et l'atténuation de leurs effets.
- 2.2 Les perspectives de l'**atteinte des OMD** par les pays FAD sont incertaines et s'assombrissent davantage, suite à la crise financière et économique mondiale.³ Selon les projections récentes, l'Afrique subsaharienne est à la traîne en ce qui concerne la réalisation de l'OMD qui consiste à réduire de moitié le nombre de personnes vivant avec moins de 1,25 \$ EU par jour, d'ici à 2015, et la crise alimentaire de 2008 a entamé les faibles progrès réalisés en matière de réduction de la faim en Afrique subsaharienne. Il sera difficile également pour de nombreux pays africains d'atteindre les OMD relatifs à la santé et à l'éducation. L'Afrique fait face à un énorme déficit de financement dans le cadre des efforts qu'elle déploie en vue d'atteindre les OMD. Selon le Groupe de la Banque, les pays FAD auront besoin d'un financement supplémentaire de 30 milliards de \$ EU par an entre 2011 et

³ Nations Unies, 2009, *Rapport sur les objectifs du Millénaire pour le développement*, Département des affaires économiques et sociales des Nations Unies.

2015 afin de porter les investissements à des niveaux de nature à stimuler suffisamment la croissance pour l'atteinte des OMD.

- 2.3 L'Afrique fait face à un **déficit d'infrastructure** particulièrement exacerbé. En effet, en matière d'infrastructure, les pays africains sont à la traîne par rapport au reste des pays en développement et le fossé se creuse de plus en plus. Le piteux état de l'infrastructure en Afrique subsaharienne réduit les taux de croissance économique nationale de 2 points de pourcentage chaque année, et la productivité des entreprises de quelque 40 pour cent. Seul un Africain sur quatre dispose d'électricité à la maison et moins de 60 pour cent de la population africaine ont accès à l'eau potable. Par ailleurs, seuls 40 pour cent des populations rurales africaines – contre 65 pour cent pour les autres régions en développement – vivent dans un rayon de 2 kilomètres d'une route praticable en toutes saisons. En outre, les lourdeurs administratives le long des corridors commerciaux internationaux limitent la vitesse de la circulation du fret à moins de 12 kilomètres par heure.⁴ En outre, l'Afrique est à la traîne par rapport au reste du monde en matière de conservation de l'eau et l'état de sous-développement extrême de son infrastructure d'irrigation la rend encore plus vulnérable aux impacts négatifs des changements climatiques et à l'insécurité alimentaire. Les effets négatifs de l'infrastructure très limitée sont exacerbés par des coûts de production élevés et des pratiques institutionnelles inefficaces en matière de fourniture de services.
- 2.4 Selon les estimations du Groupe de la Banque, les besoins de financement annuels des pays FAD pour l'infrastructure se situeront entre 36 et 80 milliards de \$ EU entre 2010 et 2020, en fonction de la croissance et de l'efficacité des investissements publics.⁵ Étant donné que l'investissement public dans l'infrastructure dans ces pays représente 5 à 6 pour cent du produit intérieur brut, il y a lieu de mobiliser un financement de 18 à 53 milliards de \$ EU (13 à 35 milliards de \$ EU, hormis le Nigeria) auprès du secteur privé ou de la communauté des bailleurs de fonds. Même si le Groupe de la Banque ne devait satisfaire qu'une partie de cette demande, les implications pour ses ressources seraient importantes.
- 2.5 Sous la houlette de l'Union africaine et du Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD), le Groupe de la Banque a aidé à réviser le Plan d'action de l'Afrique pour **l'intégration régionale et continentale**. Ce plan d'action présente de manière détaillée les objectifs de la mise en œuvre de projets crédibles d'intégration régionale au cours de la période 2010-15, ainsi que les défis et opportunités y relatifs. Il couvre neuf secteurs et propose une réserve d'opérations rigoureusement hiérarchisées, à différents stades de la mise en œuvre. Cette réserve de projets nécessite 10,2 milliards de \$ EU de ressources, dont 7,7 milliards de \$ EU pour l'infrastructure et 1,7 milliard de \$ EU pour l'agriculture et la sécurité alimentaire. Le plan prévoit d'allouer aux pays à faible revenu la majeure partie du financement des projets à l'étude au titre du FAD-12.
- 2.6 Les **changements climatiques** constituent un grave problème. L'Afrique est le continent le plus affecté par les impacts négatifs des changements climatiques, qui minent les efforts qu'elle déploie en vue d'atteindre les OMD. Selon des estimations telles que celles de Stern Review on the Economics of Climate Change⁶, ce phénomène pourrait coûter aux pays en développement, en particulier les pays africains, jusqu'à 19 pour cent de leur produit intérieur brut, d'ici à 2030. Pour les pays les plus pauvres, l'adaptation constitue une priorité claire et immédiate. Aussi, convient-il de jeter les bases d'une croissance axée sur une faible émission de carbone, dans la mesure du possible. Les coûts récents de l'adaptation aux changements climatiques et le coût de l'adoption par l'Afrique de cette option de croissance ont été estimés à 22-31 milliards de \$ EU par an entre 2010 et 2015 et entre 52 et 68 milliards de \$ EU par an, d'ici à 2030. Ces coûts devraient augmenter considérablement, à moins que des mesures urgentes ne soient prises pour atténuer le réchauffement du globe.

⁴ Toutes les données statistiques du Groupe de la Banque mondiale 2009. *Africa's Infrastructure: A Time for Transformation*.

⁵ Selon les estimations de l'Étude diagnostique de l'infrastructure en Afrique, le coût des efforts nécessaires pour combler les déficits d'infrastructure en Afrique subsaharienne s'élève à environ 93 milliards de \$ EU par an, près de la moitié de ce montant étant nécessaire pour le secteur de l'énergie.

⁶ Stern, N. 2006. *Stern Review on the Economics of Climate Change*.

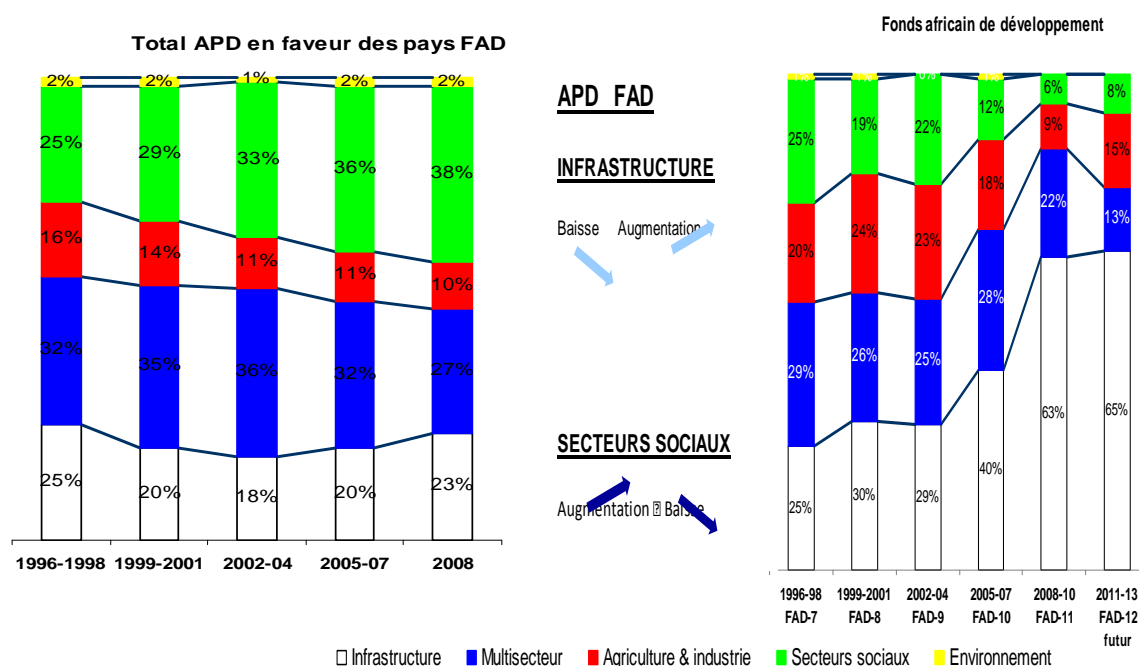
- 2.7 Par dessus tout, les besoins de financement du développement de l'Afrique antérieurs à la présente crise découlent des **crises alimentaires et financières de 2008 et du ralentissement économique mondial qui s'en est suivi**. En règle générale, les pays africains à faible revenu sont les moins préparés pour faire face à des événements imprévus et dramatiques tels que ceux créés par la crise financière. Afin de sortir de la situation de ralentissement économique mondial, ces pays auront besoin d'une assistance supplémentaire.
- 2.8 Les énormes besoins de financement du développement des pays FAD reflètent leur **capacité d'absorption** croissante, comme en témoigne, non seulement l'amélioration des notations au titre de l'Évaluation des politiques et institutions nationales au niveau macro, mais également l'amélioration des taux de décaissement et des indicateurs de performance au niveau des projets. À cet égard, les scénarios de Gleneagles⁷, appliqués à huit pays FAD par le Groupe de travail de l'Afrique sur les OMD, ont montré qu'une aide accrue pour les projets et programmes déjà conçus qui attendent un financement pourrait être absorbée sans compromettre la stabilité macroéconomique et la croissance.

3. Rôle du FAD et priorités stratégiques au titre du FAD-12

- 3.1 La Revue à mi-parcours du FAD-11 a montré que le doute n'était pas permis quant au rôle de transformation du FAD en tant que bailleur de fonds, agent de mobilisation et voix des pays africains à faible revenu. Elle a également mis en exergue les avancées réalisées par le Fonds en ce qui concerne l'amélioration de sa capacité d'intervention, de son efficacité institutionnelle, ainsi que l'accent mis sur la qualité et les résultats en termes de développement. Comme convenu avec les Plénipotentiaires et selon les besoins du continent et les avantages comparatifs du FAD, au titre du FAD-12, le Fonds approfondira son rôle stratégique et consolidera son engagement opérationnel dans les domaines prioritaires de l'infrastructure, de la gouvernance, de l'intégration régionale et des États fragiles. Ces priorités sont plus ou moins insuffisamment financées par la communauté des bailleurs de fonds plus large (Graphique 1). Le Fonds entend intensifier considérablement ses opérations dans ces secteurs en mettant à profit les investissements initiaux au titre du FAD-11, en investissant de plus en plus dans quelques sous-secteurs, en intégrant les changements climatiques dans ses opérations régionales et en encourageant davantage la participation du secteur privé aux activités de développement.
- 3.2 En outre, dans le cadre du FAD-12, le Fonds intégrera les questions transversales – en particulier le développement du secteur privé, les changements climatiques, la sécurité alimentaire, la problématique homme-femme, ainsi que les secteurs sociaux – dans toutes ses opérations de manière novatrice et plus délibérée. En ce qui concerne le savoir, il s'attachera à réaliser son ambition qui consiste à devenir la principale institution de savoir de l'Afrique et la voix du continent pour les questions de développement.

⁷ Les Scénarios de Gleneagles comportent trois composantes : 1) une analyse secteur par secteur du cadre de dépenses à moyen terme d'un pays donné ; 2) l'établissement d'un profil de dépenses hypothétiques pour l'utilisation des fonds consacrés aux projets et programmes liés aux OMD identifiés dans les stratégies nationales ou plans nationaux de développement hiérarchisé(e)s par les autorités pour l'utilisation des fonds qui pourraient être mis à disposition, conformément aux engagements de Gleneagles ; et 3) une analyse macroéconomique de la politique de dépenses améliorée des autorités.

Graphique 1 : Volume total de l'aide publique au développement et financement du Fonds africain de développement par secteur



Note: FAD = Fonds africain de développement ; APD = Aide publique au développement

Source: Banque africaine de développement

Consolidation des priorités existantes : infrastructure, gouvernance, intégration régionale et États fragiles

Infrastructure

- 3.3 L'infrastructure est indispensable pour les activités économiques qui constituent le moteur de la croissance et du développement. Une infrastructure bien conçue et bien entretenue est essentielle pour le développement du secteur privé et la production agricole, l'amélioration de la compétitivité et l'accroissement de la productivité, le renforcement de l'intégration économique et sociale, la création de meilleures opportunités d'emploi et le développement du marché. En période de ralentissement économique, l'investissement dans l'infrastructure favorise la reprise. Par ailleurs, le développement de l'infrastructure contribue tant directement qu'indirectement à l'atteinte de plusieurs OMD.
- 3.4 Par conséquent, pendant le FAD-12, l'approche du Fonds en matière d'infrastructure continuera de renforcer les trois piliers adoptés pour le FAD-11, à savoir : i) l'accroissement de l'investissement ; ii) l'accroissement de la taille des projets ; et iii) la hiérarchisation des projets de nature à promouvoir l'intégration régionale. En outre, les projets inscrits prévus dans la réserve future du FAD-12 mettront davantage l'accent sur les partenariats public-privé et le cofinancement avec les partenaires au développement.
- 3.5 Au plan sous-sectoriel, le Fonds mettra l'accent sur les domaines suivants.
- **Transport:** développer davantage les corridors de transport régionaux, les routes principales et les pistes rurales, ainsi que les programmes urbains qui apportent un soutien aux principaux centres d'activités économiques ou contribuent à les désenclaver. Par exemple, le projet de route Mombasa–Nairobi–Addis Abeba contribuera à combler un déficit de plus de 700 km de tronçons routiers sur le corridor Nord-Sud, donnant ainsi un coup de fouet aux échanges entre l'Éthiopie et le Kenya, dont le volume passerait de 48 millions de \$ EU en 2007 à 200 millions de \$ EU, d'ici à 2017, soit une augmentation de 500 pour cent. Le transport représente environ 63 pour cent de la réserve prospective de projets d'infrastructure proposée au titre du FAD-12.

- Énergie : accroître l'investissement dans la production d'énergie, en particulier pour l'énergie propre (centrales hydroélectriques, champs éoliens et énergie solaire) et les pools d'énergie régionaux. Au titre du FAD-12, le Fonds a reçu, notamment des demandes visant le financement de projets d'interconnexion électrique en Afrique centrale, orientale et occidentale, qui reposent sur plusieurs initiatives relevant du FAD-11. En outre, il a été invité à financer des projets de centrale hydroélectrique et d'énergie solaire dans plusieurs pays. Dans la sous-région de l'Afrique de l'Ouest, le FAD envisage de financer des réseaux électriques de la Sierra Leone, du Liberia, de la Guinée et de la Côte d'Ivoire (les derniers maillons du Système d'échanges d'énergie électrique ouest-africain) au cours du cycle du FAD-12. Les projets d'énergie représentent 31 pour cent de la réserve future de projets d'infrastructure proposée au titre du FAD-12.
- Eau et assainissement : améliorer l'accès à l'eau et à l'assainissement en milieux tant urbain que rural, en particulier en mettant l'accent sur les centres périurbains et les 65 pour cent de populations rurales les plus démunies. La réserve prospective de projets proposée au titre du FAD-12 pour le secteur de l'eau et de l'assainissement indique une multiplication par trois par rapport au FAD-11.
- Technologies de l'information et de la communication : investir dans des réseaux d'infrastructure à bande passante appuyés par des systèmes sous-marins internationaux, des dorsales nationales et des réseaux ruraux et renforcer les capacités pour les cadres stratégiques et réglementaires aux niveaux national et régional. Conformément au projet du Fonds d'assurer un meilleur équilibre entre les investissements dans les différents sous-secteurs, les technologies de l'information et de la communication constitueront une priorité au titre du FAD-12.

3.6 Compte tenu de la prépondérance de l'infrastructure dans le portefeuille du Fonds, l'une des principales innovations au titre du FAD-12 consistera à intégrer les changements climatiques dans toutes les nouvelles opérations d'infrastructure et à examiner tous les projets à l'aune des risques climatiques. Les considérations liées aux changements climatiques sont prises en compte au tout début de la planification. Dans la mesure du possible, les options à faible émission de carbone, notamment l'énergie propre, le transport ferroviaire ou public, seront promues. En outre, la sécurité alimentaire sera intégrée en développant l'infrastructure rurale et en augmentant l'assistance pour le stockage et la gestion de l'eau, notamment les systèmes d'irrigation. Déjà, la plupart des projets routiers proposés aux fins de financement comportent une composante rurale, comme c'est le cas pour au moins 50 pour cent des projets inscrits au portefeuille de l'infrastructure.

3.7 Afin de renforcer ses activités de prêt, le Fonds continuera de mettre à profit les fonds fiduciaires thématiques de la Banque pour apporter une assistance technique et entreprendre des études économiques et sectorielles, qui porteront essentiellement sur la sécurité routière et les changements climatiques.

Gouvernance

3.8 Le Plan d'action pour la gouvernance (PAG) adopté en 2008 servira de principale feuille de route au FAD pour ses interventions dans le secteur de la gouvernance aux niveaux national, sectoriel et régional au cours du cycle du FAD-12 et déterminera la structure de l'accroissement du soutien du Fonds en matière de gestion économique et financière. Tout d'abord, le programme et la vision du PAG portent essentiellement sur la gestion des finances publiques et le renforcement du soutien à la création d'un cadre propice aux affaires, à compter de 2010.

3.9 Le Fonds entend poursuivre ses interventions en matière de gouvernance, en particulier aux niveaux national et sectoriel. Au niveau national, il s'emploiera essentiellement à renforcer les capacités des systèmes et institutions de gouvernance de base. Ainsi, le Fonds affinera son engagement à l'égard des systèmes de gestion des finances publiques et accroîtra son soutien en faveur de ceux-ci, en mettant l'accent sur les processus budgétaires, la passation des marchés publics et l'audit des comptes de l'État. Au niveau sectoriel, l'accent sera mis sur l'intégration de la gouvernance. Le Fonds redoublera d'efforts en matière de lutte contre la corruption et de promotion d'un cadre propice, en particulier dans les secteurs de l'infrastructure (énergie et transport) et des ressources naturelles. Il mettra à profit ses

initiatives au titre du FAD-11, en continuant d'appuyer la mise en œuvre par les pays membres régionaux de l'Initiative de transparence des industries extractives et en renforçant son soutien aux initiatives de promotion de la bonne gouvernance et de lutte contre la corruption dans le cadre des opérations du secteur privé. Le Fonds accordera une attention particulière à la création de cadres juridiques et réglementaires propices pour le développement des entreprises et la promotion de secteurs financiers efficaces dans les pays FAD.⁸

- 3.10 Les Opérations à l'appui de réformes (OAR) constituent le principal instrument de soutien du Fonds aux efforts des pays FAD à l'effet d'améliorer la gouvernance économique et financière. Bien que tous les ajustements majeurs éventuels de l'approche des OAR du Fonds soient soumis à l'évaluation indépendante du Département de l'évaluation des opérations prévue en décembre 2010, les ajustements proposés par la Direction⁹ comprennent : i) la prise de mesures en vue de renforcer le cadre de gestion du risque fiduciaire lié aux OAR ; ii) la prise de mesures en vue de consolider et mettre à jour les politiques de la Banque liées aux OAR ; et iii) à la lumière de l'expérience du FAD-11, la reconnaissance de l'importance de l'utilisation des OAR au cas par cas, afin de faire face à des situations exceptionnelles telles que les crises et les situations d'urgence, les situations post-conflit et de consolidation de la paix, ainsi que les exercices d'apurement des arriérés des pays FAD.
- 3.11 Le Fonds mettra à profit également les synergies entre ses activités de prêt et hors prêt afin d'optimiser les résultats en termes de développement et d'améliorer la gouvernance économique et financière. L'assistance technique apportée au titre du Troisième pilier relatif à la Facilité en faveur des États fragiles et d'autres mécanismes contribuera également à renforcer les capacités de gestion des finances publiques. En mettant à profit la Note d'orientation sur la gouvernance dans le secteur de l'eau de 2009, la Banque envisage d'entreprendre, en 2010, des activités économiques et sectorielles ciblées dans les secteurs de l'énergie, du transport et des industries extractives. Par exemple, le Groupe de la Banque lancera une publication phare intitulée « *Perspectives de gouvernance en Afrique* », afin d'évaluer la performance et d'assurer le suivi de l'évolution de la gestion financière. Par ailleurs, il mettra à jour la stratégie relative au secteur financier du Fonds afin de mieux prendre en compte les situations et besoins du moment.
- 3.12 Dans le cadre du soutien du Fonds aux initiatives de gestion des finances publiques et d'allègement de la dette, celui-ci apportera un soutien accru aux pays FAD en vue de renforcer les capacités de gestion de la dette. Compte tenu de l'insuffisance des ressources concessionnelles et du nombre croissant des pays FAD qui risquent de connaître un surendettement, la création de capacités de gestion solides et bien coordonnées de la dette est devenue un important domaine d'intervention du Fonds et de ses partenaires régionaux et internationaux, en particulier la Banque mondiale et le Fonds monétaire international. En particulier, le Fonds entend aider les pays FAD à adopter et/ou mettre en œuvre des stratégies de gestion de la dette qui promeuvent une gestion avisée des ressources publiques et des politiques de recettes (tant les recettes internes que les flux d'aide) de nature à alléger les pressions budgétaires et à réduire la nécessité pour les pays d'accumuler une dette insoutenable.

⁸ L'une des manières dont le Fonds envisage d'atteindre ces objectifs consiste à mettre à profit les initiatives en cours, notamment « *La finance au service de l'Afrique* » et la Stratégie de développement du secteur privé. La première est une initiative du G8 qui a été lancée par la Banque, l'Allemagne et la Banque mondiale en octobre 2007. Elle vise à appuyer les efforts que déploient les pays africains en vue de renforcer leurs secteurs financiers à l'effet d'accélérer la croissance et de faire reculer la pauvreté.

⁹ Voir Document de travail du FAD-12 *Revue des opérations d'appui aux réformes au titre du FAD-11*. Février 2010. Le Cap, Afrique du Sud.

Intégration régionale¹⁰

- 3.13 Pendant le cycle du FAD-12, le Fonds entend continuer de faire de l'intégration régionale un domaine prioritaire distinct en renforçant ses interventions grâce à une approche améliorée. Le cadre stratégique¹¹ et les priorités stratégiques actuels, notamment pour l'infrastructure régionale, les biens publics régionaux et le renforcement des capacités, régiront les opérations régionales au titre du FAD-12. L'adaptation aux changements climatiques deviendra un volet essentiel des opérations régionales pendant le cycle du FAD-12 et sera prise en compte à la fois en tant que nouvelles initiatives et complément des activités du FAD-11, notamment le Programme de développement durable du bassin du lac Tchad, le Programme de conservation des écosystèmes du bassin du Congo et le Projet d'appui aux institutions africaines sur le climat. La Direction se propose d'affiner le cadre des opérations régionales au titre du FAD-12, en partie, grâce : i) au renforcement du processus de sélection et de hiérarchisation des opérations régionales ; ii) à l'amélioration de la mesure de la qualité et des résultats ; iii) au suivi, à l'examen et à l'établissement de rapports systématiques sur les opérations régionales ; et iv) au renforcement des modalités de financement, en partie, en introduisant un plafond pour les biens publics régionaux.
- 3.14 Enfin, outre l'amélioration des capacités régionales et nationales, le Fonds s'attachera à promouvoir et à mettre en œuvre le programme régional. À cet égard, les interventions du Fonds suivront une approche en deux phases. Au cours de la première phase, le Fonds évaluera les pays qui accusent un retard en matière de mise en œuvre des accords régionaux. Pendant la deuxième phase, il passera en revue les contraintes de capacités des communautés économiques régionales. Suite à ces évaluations, le Fonds élaborera un programme de renforcement des capacités afin d'aider les institutions nationales et les communautés économiques régionales à mettre en œuvre les accords régionaux. Ce renforcement des capacités mettra un accent particulier sur les partenariats public-privé qui mobilisent les ressources du secteur privé.

États fragiles

- 3.15 Le Fonds continuera d'apporter un soutien accru et mieux adapté aux États fragiles dans le cadre de sa Stratégie d'intervention renforcée dans les États fragiles et conformément aux Directives opérationnelles pour la Facilité en faveur des États fragiles, adoptées en 2008. Dans les États fragiles, l'objectif stratégique du Fonds consistera à continuer d'apporter une assistance rapide et accrue aux pays qui sortent de crises et une assistance adaptée à chaque pays aux moments clés des processus de réengagement et de reprise.
- 3.16 En mettant à profit les premières leçons tirées du FAD-11, le Fonds affinera son cadre opérationnel pendant le cycle du FAD-12. Dans les États fragiles, la Direction entend¹² continuer de concentrer ses efforts sur la réhabilitation de l'infrastructure, le soutien à la gouvernance et le renforcement des capacités institutionnelles et humaines, ainsi que le maintien de l'utilisation sélective des OAR appuyées par des mesures de sauvegarde appropriées, de manière à assurer un flux prévisible de ressources, réduire les coûts de transactions et accroître l'appropriation par les pays bénéficiaires. La Direction envisage également de mettre à disposition suffisamment de ressources au titre de la Facilité en faveur des États fragiles pendant le cycle du FAD-12, grâce aux mesures ci-après : i) le maintien d'un effet multiplicateur de deux fois la moyenne des deux allocations annuelles les plus élevées, sur la base de la performance au cours du FAD-11, pour l'aide supplémentaire ; et ii) la prise en compte de l'éligibilité potentielle de la Somalie, du Soudan et du Zimbabwe à l'apurement des arriérés. Compte tenu du montant exceptionnellement élevé des arriérés du Zimbabwe, la Direction suggère que les ressources nécessaires soient mises de côté. Enfin, elle propose un plan en vue d'affiner les critères d'éligibilité des pays pour le maintien de l'aide et l'introduction de modalités de sortie afin de favoriser leur transition sans heurt hors

¹⁰ Voir Document de travail sur le FAD-12, *Améliorations proposées au Cadre des opérations régionales*. Février 2010. Le Cap, Afrique du Sud

¹¹ Voir Banque africaine de développement 2008. *Cadre stratégique et opérationnel pour les opérations régionales* (ADB/BD/WP/2008/31, 19 février) et Banque africaine de développement. 2009. *Stratégie d'intégration régionale du Groupe de la Banque 2009-2012* (ADB/BD/WP/2009/24, 12 février).

¹² Voir Document de travail sur le FAD-12 *Propositions de modification de l'approche renforcée dans les États fragiles*. Février 2010. Le Cap, Afrique du Sud.

de la Facilité en faveur des États fragiles pendant ou à la fin du cycle du FAD-12.

Questions transversales

- 3.17 En mettant à profit son expérience en matière de prise en compte des questions transversales pendant le cycle du FAD-11, le Fonds intégrera le développement du secteur privé, les changements climatiques, la sécurité alimentaire, ainsi que les activités sur le genre et dans le secteur social, dans toutes les opérations prioritaires du FAD-12. Comme convenu au cours de la Revue à mi-parcours du FAD-11, et compte tenu de leur impact élevé sur le continent africain, les changements climatiques et la sécurité alimentaire recevront une attention particulière.

Soutien au développement du secteur privé

- 3.18 Grâce à sa collaboration directe avec les acteurs tant publics que privés, le Groupe de la Banque est particulièrement bien placé pour promouvoir le développement du secteur privé dans les pays FAD. Son approche stratégique vise essentiellement à créer un cadre propice pour le développement de l'entrepreneuriat, la promotion de la participation du secteur privé et le développement de l'infrastructure économique et sociale, l'attraction de l'investissement direct national et étranger, ainsi que l'appui au développement des marchés et services financiers.
- 3.19 Le Groupe de la Banque met en œuvre cette stratégie selon une approche qui s'auto-renforce et combine : i) l'exécution d'études diagnostiques et l'élaboration de stratégies, notamment le *Rapport sur la compétitivité en Afrique* (en collaboration avec d'autres partenaires) et le *Diagnostic pays de l'infrastructure en Afrique* ; ii) l'élaboration de programmes de nature à créer un cadre propice dans les domaines de l'infrastructure économique, de la bonne gouvernance et de l'intégration régionale ; et iii) les transactions à effet catalyseur exécutées dans le cadre des opérations non souveraines, dans les domaines où les institutions financières privées hésitent à investir. Les opérations de cofinancement sont sélectionnées par le truchement d'un mécanisme intégré qui privilégie la viabilité commerciale, l'alignement avec les priorités nationales/régionales et de la Banque, la valeur ajoutée et la complémentarité, ainsi que les réalisations escomptées en termes de développement.
- 3.20 Au cours du cycle du FAD-12, la Banque mettra à profit son approche actuelle à l'effet de promouvoir les activités du secteur privé dans les pays FAD. À la lumière de l'évolution du FAD-11, la Direction s'attend à ce que près de 60 pour cent (3,7 milliards d'UC) des opérations du secteur privé de la BAD pendant la période du FAD-12 soient exécutées dans les pays FAD, en particulier, dans le secteur de l'infrastructure (40 pour cent, soit 1,4 milliard d'UC), les industries et les services (30 pour cent, soit 1,1 milliard d'UC) et les institutions financières (30 pour cent, soit 1,2 milliard d'UC). S'agissant du cofinancement, chaque UC que la Banque investit dans le secteur privé génère jusqu'à cinq UC auprès des sources additionnelles, notamment le secteur privé. Afin d'accroître l'effet multiplicateur des opérations du secteur privé dans les pays membres régionaux, la Banque a mis en route le Partenariat pour le financement en Afrique, une initiative qui regroupe huit institutions financières internationales en vue de coordonner le financement de grands projets, notamment le projet de câble à fibre optique *Main One* en Afrique de l'Ouest et le projet de Champ éolien du lac Turkana au Kenya. Le Partenariat pour le financement en Afrique constitue la plateforme de coordination du *Plan d'action conjoint pour répondre à la crise financière en Afrique*.¹⁸ Ce plan d'action comporte d'importantes initiatives stratégiques telles que le *Programme de liquidité pour le commerce mondial* et la *Facilité pour la crise des infrastructures*, qui canalisent, à présent, les 15 milliards de \$ EU engagés au titre du plan d'action visant à pallier les effets de la crise financière en Afrique.

¹⁸ Le Plan d'action conjoint des institutions financières internationales/institutions de financement du développement visant à juguler la crise financière en Afrique a été lancé en 2009 afin de soutenir les systèmes financiers africains et les prêts au secteur privé.

- 3.21 Étant donné que la plupart des pays FAD ne disposent pas encore de cadres suffisamment propices pour le développement du secteur privé, les mécanismes d'accroissement du crédit et/ou les autres mécanismes de mobilisation de ressources revêtent de l'importance pour la promotion des activités du secteur privé. La Direction envisage d'introduire de nouveaux instruments ou de nouvelles utilisations des instruments existants pendant la période du FAD-12, afin de mobiliser les ressources FAD pour les opérations du secteur privé dans les pays FAD, notamment les États fragiles, tout en assurant une gestion prudente des risques. Ces instruments d'atténuation des risques, au nombre desquels figure le financement des prises de participation de l'État dans le cadre des partenariats public-privé à l'aide des ressources FAD, seront présentés dans le document relatif aux nouveaux instruments au cours de la réunion sur le FAD-12 prévue en mai.

Adaptation aux changements climatiques et sécurité alimentaire

- 3.22 *Changements climatiques* : Le FAD-12 intégrera les initiatives sur les changements climatiques en mettant l'accent sur la collaboration, la complémentarité et la cohérence avec les activités d'autres acteurs. En mettant à profit son expérience du Sommet de Copenhague, le Groupe de la Banque continuera de renforcer son rôle de mobilisation afin de faire porter la voix de l'Afrique concernant les engagements au lendemain de Copenhague, dans les fora régionaux et mondiaux.
- 3.23 Bien que l'adaptation soit la première priorité des pays FAD en ce qui concerne les changements climatiques, l'Afrique a également l'occasion d'éviter le piège de la création d'une infrastructure à fort taux d'émission de carbone et d'assurer une croissance neutre envers le climat. La mise en œuvre de politiques d'adaptation du Groupe de la Banque qui évitent la déforestation et créent des projets énergétiques propres, nécessitera des ressources financières additionnelles substantielles.
- 3.24 L'une des principales priorités du FAD-12 concerne l'élaboration d'options stratégiques et de projets en vue d'aider les pays à s'adapter aux changements climatiques et à promouvoir un développement à faible taux d'émission de carbone. Les mesures d'adaptation cibleront des secteurs clés tels que l'agriculture, l'eau et la santé, tandis que des initiatives d'atténuation seront prises dans le secteur de l'énergie et de la foresterie, ainsi que dans d'autres secteurs d'utilisation des terres. L'amélioration de l'accès à l'énergie propre pour des millions d'Africains qui souffrent de « pauvreté énergétique » sera une priorité. Des mesures ont été prises au sein du Groupe de la Banque afin de sérier tous les projets en fonction des risques climatiques. De nouvelles mesures sont également en train d'être prises afin de veiller à ce que : i) toutes les équipes opérationnelles et stratégiques prennent en compte les changements climatiques aux tout premiers stades de la planification de tous les produits fondés sur l'investissement, les politiques et le savoir ; et ii) la Banque aide les pays membres régionaux à mettre à profit les opportunités liées aux changements climatiques, en mettant en œuvre le mécanisme REDD+ et les Options d'atténuation adaptées à la situation nationale.
- 3.25 Sécurité alimentaire : Conformément à la Stratégie relative au secteur agricole pour la période 2010-14, tous les Documents de stratégie pays et les Documents de stratégie d'intégration régionale intégreront la sécurité alimentaire comme thème transversal. La Stratégie relative au secteur agricole vise à aider les pays FAD à accroître la productivité de leur agriculture, améliorer la sécurité alimentaire et réduire les impacts négatifs des changements climatiques. Conformément aux conclusions de l'évaluation conjointe de la BAD et du Fonds international de développement agricole¹⁹, le Fonds continuera de concentrer ses efforts, dans ce domaine, sur la composante infrastructure du secteur agricole. Au nombre des principales interventions au titre du FAD-12 figurent la construction et la réhabilitation d'environ 5 000 km de routes de desserte et de routes d'accès rurales et communautaires, de marchés et d'installations d'entreposage ; ainsi que le soutien à la transformation des produits agricoles et la réduction des pertes après récolte ; et le soutien au commerce régional et à l'infrastructure d'exportation. De même, le FAD-12 intensifiera, dans une large mesure, les opérations de gestion de l'eau en milieu rural et des systèmes

¹⁹ Voir Banque africaine de développement, 2009. *Évaluation conjointe des politiques et opérations dans les domaines de l'agriculture et du développement rural en Afrique de la Banque africaine de développement et du Fonds international de développement agricole* ADB/BD/WP/2009/223. Département de l'évaluation des opérations - Banque africaine de développement.

d'irrigation. On s'attend à ce que les interventions financées par le Fonds contribuent à accroître les terres agricoles faisant l'objet d'une meilleure maîtrise de l'eau d'environ 300 000 hectares et le stockage de l'eau de près de 3 milliards de mètres cubes, d'ici à 2012.

Intégration du genre et activités du secteur social

- 3.26 Genre : Conformément au Plan d'action sur le genre actualisé de la Banque (UGPA 2009-11), le Fonds intensifiera ses activités dans les domaines suivants : i) le soutien aux investissements qui promeuvent l'autonomisation économique des femmes dans les domaines de l'infrastructure, de l'agriculture et du développement humain, et ; ii) le renforcement des capacités institutionnelles et le développement du savoir, grâce à l'approfondissement des activités analytiques dans les domaines pertinents et au ciblage du soutien en vue de produire et de diffuser des statistiques sur la problématique homme-femme. En outre, le Fonds intensifiera ses activités relatives aux budgets sensibles au genre et à l'audit fondé sur le genre, en particulier dans le cadre de son dialogue sur les politiques en matière d'appui budgétaire. Les capacités institutionnelles seront renforcées au niveau national dans le domaine de l'élaboration des politiques sur le genre et de la mise en œuvre des cadres juridiques. Le soutien au titre du FAD-12 prendra en compte la violence fondée sur le genre dans les États fragiles, notamment sous forme d'assistance technique et de financement d'études propres à renforcer le plaidoyer sur les politiques et l'amélioration de la fourniture de services.
- 3.27 *Secteurs sociaux* : Conformément aux priorités stipulées dans la Stratégie à moyen terme du Groupe de la Banque et grâce à l'amélioration de la sélectivité du Fonds, ainsi qu'à la division du travail entre l'institution et ses partenaires, les interventions au titre du FAD-12 dans les secteurs sociaux seront limitées aux opérations de renforcement des capacités dans deux créneaux : l'éducation et la santé. S'agissant de l'éducation, les interventions du Fonds consisteront à promouvoir l'enseignement supérieur, les sciences et la technologie, ainsi que l'enseignement technique et la formation professionnelle. S'agissant de la santé, le Fonds concentrera ses efforts sur le renforcement des systèmes de santé grâce à la formation et à la rétention du personnel, ainsi qu'au soutien à la recherche.

Activités relatives au savoir

- 3.28 Les activités de savoir du Groupe de la Banque au cours des deux premières années du cycle du FAD-12 s'inscriront dans le cadre de la Stratégie de gestion et de développement du savoir 2008-12. Elles porteront essentiellement sur le renforcement des capacités des pays membres régionaux pour l'amélioration de l'élaboration des politiques, le renforcement des capacités statistiques des pays et l'exécution d'activités de recherche de grande qualité sur les problèmes de développement.
- 3.29 Le Groupe de la Banque continuera d'améliorer ses publications phares²⁰ et de concevoir de nouveaux produits du savoir, notamment les rapports pays et régionaux phares et les Documents de stratégie pour l'intégration régionale (DSIR). Ces produits contiendront des analyses approfondies sur les questions d'actualité et diffuseront les pratiques optimales et les résultats probants, en particulier dans le domaine du suivi, de l'évaluation et de la mesure des résultats.

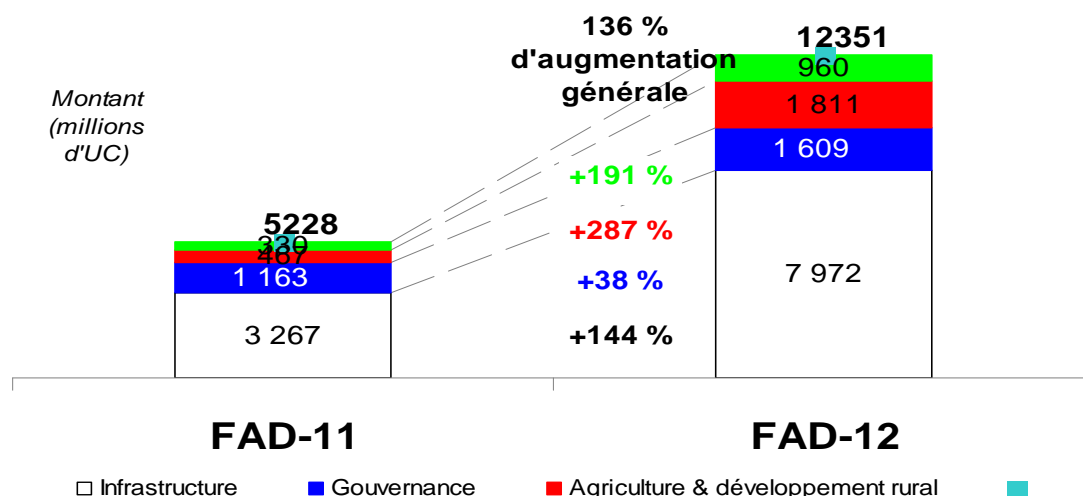
²⁰ Au nombre de ces publications figurent les *Perspectives économiques africaines*, le *Rapport sur le développement en Afrique*, le *Rapport sur la compétitivité en Afrique*, *Quelques statistiques sur les pays africains*, et le *Compendium de statistiques relatives aux opérations du Groupe de la Banque*. Depuis 2008, la Banque a joué un rôle de chef de file après l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) en ce qui concerne la publication des *Perspectives économiques africaines*, qui analysent le développement économique et social de l'Afrique chaque année et a accru la couverture, qui est passée de 35 pays en 2007-08 à 50 pays en 2009-10. Le rapport, qui est considéré à présent comme l'analyse la plus rigoureuse et la plus complète au monde de la performance économique de l'Afrique, demeurera une source de savoir importante tant sur le continent qu'à l'étranger.

4. Réserve prospective de projets du FAD-12

- 4.1 Comme ce fut le cas pour le FAD-11, la réserve prospective de projets du FAD-12 porte essentiellement sur les principaux domaines qui reflètent les priorités nationales. Les projets proposés complètent d'autres activités de bailleurs de fonds, sont axés, pour l'essentiel, sur les résultats et mettent l'accent sur les forces et les avantages comparatifs du Groupe de la Banque. La réserve a été élaborée selon une approche ascendante rigoureuse en vertu de laquelle le premier souci consiste à satisfaire la demande des pays FAD. Le processus de sélection a permis d'élaborer une réserve qui prend en compte les besoins de développement des pays, met à profit les domaines d'intervention dans lesquels le Fonds jouit d'un avantage comparatif et répond à ses attentes en matière de disponibilité de ressources. L'alignement sur les stratégies de réduction de la pauvreté des pays concernés est assuré grâce à un processus consultatif induit par les départements régionaux et les représentants des bureaux extérieurs. Les opérations prévues sont consolidées dans le programme de travail de la Banque afin de donner à la Haute direction une perspective à 3 ans et l'occasion d'aligner la liste de projets proposés sur les objectifs institutionnels. Les équipes pays sont le théâtre d'intenses consultations internes itératives et d'une coordination entre les départements régionaux et sectoriels. Les Documents de stratégie pays actuels couvrent tout ou partie de la période du FAD-12. Les préparatifs ont commencé pour de nombreuses opérations identifiées, dont la présentation au Conseil est prévue dès le premier trimestre 2011.
- 4.2 En mettant à profit l'élan et les résultats du FAD-11, les réformes institutionnelles continuent d'améliorer les processus opérationnels internes et de réduire le temps qui sépare la conception d'un projet de sa mise en œuvre. Bien que des progrès aient été accomplis en matière de délégation de pouvoirs et de responsabilités aux bureaux extérieurs, la Direction reconnaît que d'autres mesures sont nécessaires. Cette question a été prise en compte dans la prochaine Feuille de route de la décentralisation. Les initiatives de recrutement seront maintenues durant la période du FAD-12, en particulier dans les principaux domaines techniques, afin de doter les bureaux extérieurs d'un personnel suffisant. De même, le Fonds continuera d'accroître la taille moyenne des projets et hiérarchisera les efforts visant à mettre à profit le portefeuille du FAD-11, en mettant au point des projets de suivi de nature à accroître l'impact des initiatives existantes.
- 4.3 La demande croissante de financement et le renforcement de la capacité d'intervention du Fonds se reflètent dans la réserve de 336 projets nationaux et multinationaux d'un montant de 12,35 milliards d'UC (Graphique 2). Le nombre de projets au titre du FAD-12 devrait augmenter d'environ 50 pour cent par rapport à celui du FAD-11. De même, le montant moyen des projets, qui s'établit à 37 millions d'UC (contre 24 millions d'UC), devrait croître de 56 pour cent. Les grands projets contribuent à améliorer l'efficacité en réduisant les coûts de traitement et la fragmentation de l'aide au niveau national. La réserve future du FAD-12 comprend :
- des projets nationaux, estimés à 6,85 milliards d'UC, soit une augmentation de 76 pour cent par rapport au FAD-11, et des projets multinationaux estimés à 5,49 milliards d'UC (paragraphe 4.5) ;
 - un montant de 1,39 milliard d'UC pour la demande future des États fragiles au titre des ressources additionnelles sous forme d'allocations fondées sur la performance, de l'enveloppe des opérations régionales et de la Facilité en faveur des États fragiles ; et
 - un montant de 1,15 milliard d'UC pour les OAR, soit une augmentation de 5 pour cent par rapport au FAD-11 en termes nominaux, mais inférieur en termes relatifs.

Graphique 2: Réserve totale de projets du FAD-11* et du FAD-12**

(Millions d'UC)



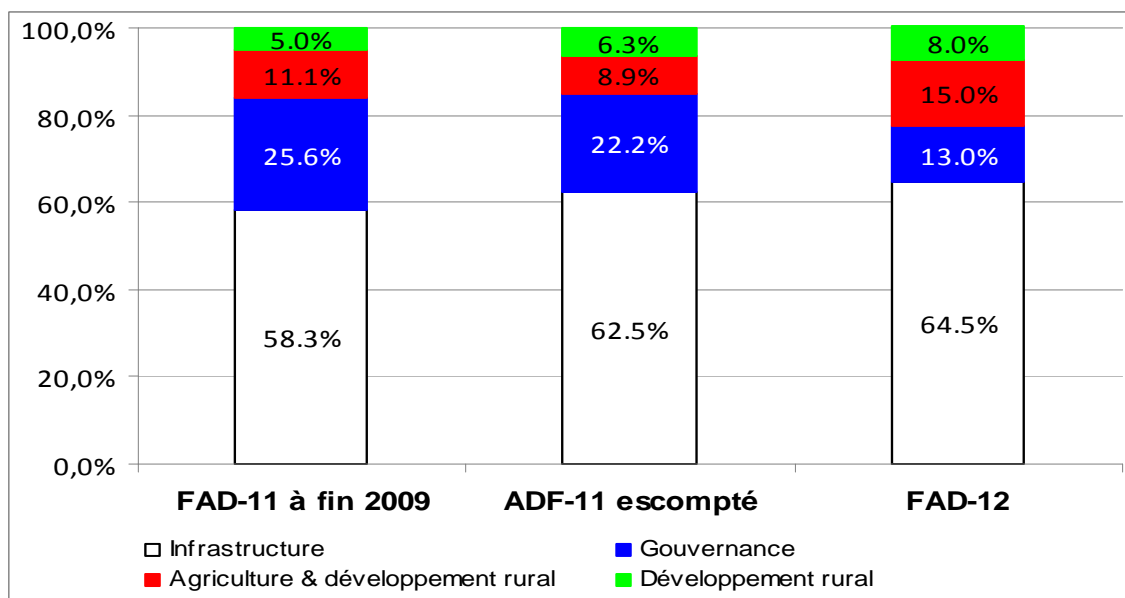
Notes: *FAD-11 = ressources réelles + ressources prévues en 2010 ;

**FAD-12 = Réserve future ; UC = unités de compte

Source: Banque africaine de développement

- 4.4 La ventilation et la répartition des projets dans la réserve prospective de projets reflètent les résultats du dialogue avec les pays clients et non des chiffres cibles. La réserve évoluera, à mesure que de nouveaux documents de stratégie pays seront élaborés et que le dialogue avec les pays progressera. À l'heure actuelle, la répartition sectorielle des projets proposés (Graphique 3) reflète l'orientation stratégique du Fonds en matière de continuité et l'intensification des activités dans le secteur de l'agriculture et du développement rural en vue de promouvoir la sécurité alimentaire.²¹

Graphique 3: Ventilation de la réserve du FAD-11 et de la réserve future du FAD-12 par secteur, apurement des arriérés non compris



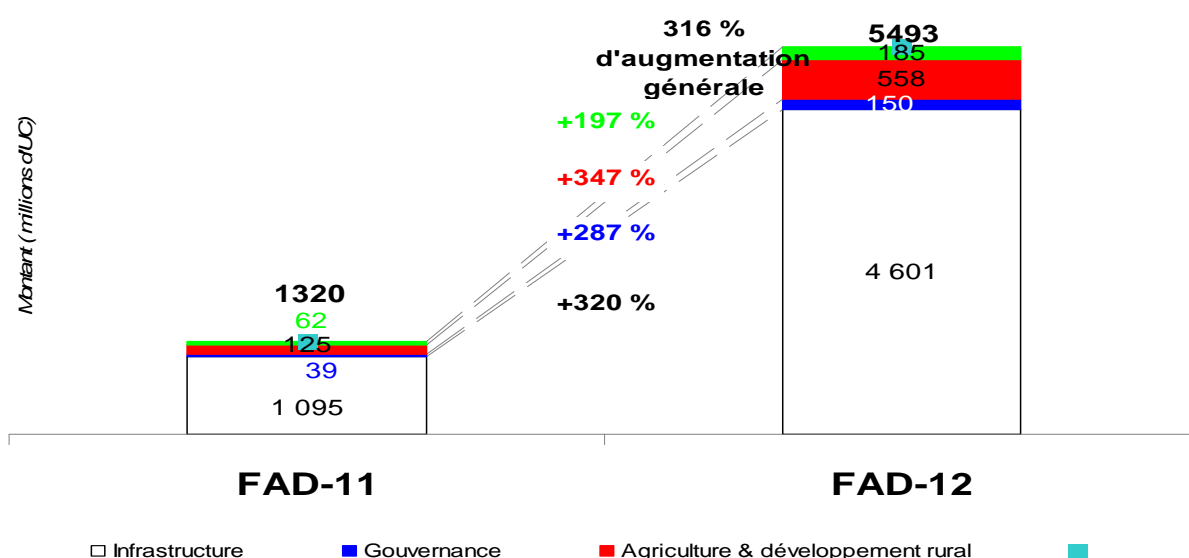
Source: Banque africaine de développement

²¹ Tel que reconnu au cours de la Revue à mi-parcours du FAD-11 à Helsinki, le soutien du Fonds au secteur agricole portera essentiellement sur les activités d'infrastructure rurale. Ainsi, de nombreux projets considérés comme des projets « d'infrastructure » dans la base de données du Groupe de la Banque comportent une composante « agriculture et développement rural ».

- 4.5 La réserve future des projets multinationaux, d'un montant de 5,49 milliards d'UC, a été multipliée par trois par rapport au niveau du FAD-11 (Graphique 4). Tel qu'indiqué dans le document du FAD-12, « Ajustements proposés au cadre des opérations régionales », le processus de sélection des opérations régionales au titre du FAD-12 reposera sur la réserve indicative quinquennale contenue dans le Document de stratégie pour l'intégration régionale (Étape 1), ainsi que sur un processus rigoureux de classement et de hiérarchisation (Étape 2). Ce processus classera les projets en fonction : i) de leurs qualité et préparation pour l'exécution ; ii) de la collaboration et du cofinancement avec d'autres partenaires au développement ; iii) des réalisations et résultats escomptés en termes d'impact sur le développement ; et iv) de l'impact escompté des projets sur les changements climatiques.

Graphique 4: Réserve de projets multinationaux au titre du FAD-11* et du FAD-12**

(Millions d'UC)



Notes: *FAD-11 = ressources réelles + ressources prévues en 2010 ;

**FAD-12 = Réserve future ; UC = unités de compte

Source : Banque africaine de développement

5. Scénarios indicatifs de prêt

Tableau 1 : Cadre de financement pour les scénarios indicatifs de prêt du FAD-12²²

(Millions d'UC)

Ressources FAD							
Sources de financement	FAD-11	Scénario de référence 1 du FAD-12	Évolution par rapport au FAD-11	Scénario 2 du FAD-12 (augmentation de 50 % par rapport au FAD-11)	Évolution par rapport au FAD-11	Scénario 3 du FAD-12 (augmentation de 70 % par rapport au FAD-11)	Évolution par rapport au FAD-11
Capacité d'engagement anticipé	2 063	1 763	-15 %	1 959	-5 %	2 044	-1 %
Souscriptions des bailleurs de fonds	3 518	4 115	17 %	6 479	84 %	7 519	114 %
Contributions supplémentaires	44	-	-	0	-	0	
Ressources totales	5 625	5 878	4,5 %	8 438	50 %	9 563	70 %
Report	294	343		343		343	
Ressources, montant du report compris	5 919	6 221		8 781		9 906	

Notes: FAD = Fonds africain de développement ; UC = unités de compte

Source: Banque africaine de développement

- 5.1 Le Tableau 1 présente trois scénarios de financement pour le FAD-12. Le **Scénario 1 (scénario de référence)** repose sur l'hypothèse selon laquelle le niveau de reconstitution au titre du FAD-12 demeurera identique à celui du FAD-11 en termes réels (en d'autres termes, le montant des ressources pour la reconstitution au titre du FAD-12 est égal à celui du FAD-11, ajusté en fonction du taux d'inflation). Au titre de ce scénario, et en tenant compte des ressources générées au plan interne, estimées à 1 763 millions d'UC, et d'un report de 343 millions d'UC²³, l'enveloppe totale s'élève à 6 221 millions d'UC. Le Fonds serait en mesure de financer 63 pour cent de l'actuelle réserve de projets nationaux et 28 pour cent de l'actuelle réserve de projets multinationaux. À ce niveau de reconstitution, le Fonds ne serait pas en mesure d'intensifier ses activités et d'assurer la masse critique de ressources dont les pays membres régionaux ont besoin pour combler leurs déficits de financement et donner un coup de fouet à la croissance afin de retrouver les niveaux antérieurs à la crise et d'atteindre les OMD.
- 5.2 Le **Scénario 2** suppose que les ressources totales du FAD-12 augmentent de 50 pour cent par rapport au FAD-11, soit une enveloppe de 8,8 milliards d'UC. À ce niveau de reconstitution, le Fonds serait en mesure de financer 90 et 40 pour cent de l'actuelle réserve de projets nationaux et multinationaux, respectivement. Ceci lui permettrait de financer la plupart de ses programmes nationaux. Cependant, le Fonds enregistrerait un déficit de ressources pour la réalisation de son ambitieux programme d'intégration régionale, en particulier en ce qui concerne l'accélération des investissements dans les liens vitaux d'infrastructure régionale et la réalisation des ambitieux objectifs d'adaptation aux changements climatiques.

²² Ces scénarios supposent que 17,5 pour cent du pool de ressources disponible seraient alloués à l'enveloppe régionale et un partage des coûts à concurrence d'un tiers des allocations fondées sur la performance pour 90 pour cent des opérations régionales). Les ressources générées au plan interne devraient se situer entre 1 763 millions d'UC et 2 044 millions d'UC, selon le scénario.

²³ Il s'agit de l'estimation actuelle du report maximum. Voir Document de travail du FAD-12, *Cadre de financement du FAD-12*. Février 2010. Le Cap, Afrique du Sud.

- 5.3 Le **Scénario 3** suppose que les ressources totales du FAD-12 augmentent de 70 pour cent par rapport au FAD-11, soit une enveloppe de 9,9 milliards d'UC. À ce niveau de reconstitution, le Fonds serait en mesure de financer 102 pour cent de l'actuelle réserve de projets nationaux, laissant une marge de croissance de la réserve pendant le FAD-12. La couverture du financement de 45 pour cent de l'actuelle réserve de projets multinationaux renforcerait la capacité du Fonds à mobiliser des ressources supplémentaires afin de combler les déficits de financement résiduels.

6. Conclusion

- 6.1 À l'orée du cycle du FAD-12, la Direction est pleinement consciente du fait que les Plénipotentiaires entérinent les mesures et résultats obtenus au titre du FAD-11. En mettant à profit les réalisations du Fonds et des pays membres régionaux, elle envisage de consolider ces acquis et de poursuivre les innovations qui aideront l'Afrique à surmonter la crise mondiale et donneront aux pays du continent les outils et la confiance nécessaires pour l'atteinte des OMD.
- 6.2 Le présent document a permis d'atteindre trois objectifs. Tout d'abord, il propose des orientations stratégiques générales pour le FAD-12, qui reflètent la priorité que le Fonds continue d'accorder aux principaux domaines prioritaires, en l'occurrence l'infrastructure, la gouvernance, les États fragiles et les opérations régionales, et recommande l'intégration du soutien au titre des changements climatiques, de la sécurité alimentaire et d'autres questions transversales. Ensuite, il présente la réserve prospective de projets pour la période du FAD-12, qui reflète une augmentation de la demande de l'assistance du FAD et le renforcement des capacités d'intervention du Fonds. Enfin, il passe en revue différents scénarios de prêt avec différents niveaux de reconstitution.
- 6.3 Les Plénipotentiaires sont invités à partager leurs points de vue sur le présent document et à donner des orientations concernant les propositions de la Direction. En particulier :
- les Plénipotentiaires partagent-ils les orientations stratégiques générales telles que proposées, y compris les ajustements stratégiques, qui sont présentés de manière circonstanciée dans les documents de travail du FAD-12 sur les opérations régionales, les États fragiles et les opérations d'appui aux réformes ?
 - les Plénipotentiaires approuvent-ils la proposition de mettre l'accent sur les initiatives liées aux changements climatiques dans le cadre des opérations du FAD-12 ?
 - que pensent les Plénipotentiaires des scénarios de prêt, à la lumière de la demande accrue des pays FAD pour les ressources du Fonds ?